



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

rythmes scolaires

Question au Gouvernement n° 591

Texte de la question

## RYTHMES SCOLAIRES

M. le président. La parole est à M. Rudy Salles, pour le groupe Union des démocrates et indépendants.

M. Rudy Salles. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, le projet de loi de refondation de l'école de la République est en ce moment même à l'étude dans notre assemblée. Le titre de la loi, " Refondation ", nous paraît plus correspondre à une forme d'immodestie de votre part qu'à une réelle volonté de réforme en profondeur. Que nécessite d'abord une véritable refondation de l'école, sinon un consensus national ? L'école n'est en effet ni de gauche, ni de droite, ni du centre, c'est l'école de la République : ce combat est celui de tout un pays.

Malheureusement, vos propos, votre attitude et vos méthodes nous disent le contraire de cette belle ambition. Dois-je rappeler vos propositions à l'emporte-pièce, sans aucune concertation, sur la légalisation du cannabis à l'école (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe SRC*), sur la réforme des rythmes scolaires et maintenant sur le raccourcissement des vacances scolaires, ce qui vous fait rappeler à l'ordre très régulièrement par le Premier ministre ? (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Le consensus fait place grâce, ou à cause de vous, à une querelle généralisée.

Le projet de loi de refondation de l'école se résume en un *lifting* qui renvoie nombre de problèmes à d'autres mesures éparses et désordonnées. Ce texte est une occasion manquée. Avec une autre méthode, chacun de nous aurait pu apporter sa contribution pour le bien de l'école et de notre jeunesse. Vous refusez le dialogue républicain.

Ce week-end encore, vous avez évoqué de façon intempestive le raccourcissement des vacances estivales quelques semaines à peine après avoir annoncé la réforme des rythmes scolaires hebdomadaires, sans la moindre concertation avec les enseignants, avec les parents d'élèves ou encore avec les collectivités territoriales.

Monsieur le ministre, allez-vous accepter une réelle concertation pour construire un projet global des rythmes scolaires qui trouve une adhésion générale et signe une cohérence effective ? Êtes-vous prêt, pour y parvenir, à repousser à 2015...

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

Plusieurs députés du groupe UMP. Et du cannabis !

M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale*. Très cher député Rudy Salles, je ne sais si vous maniez l'humour ou si je viens d'assister au spectacle le plus affligeant de la mauvaise foi politicienne ! (*Vives exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*) Je prétends que parmi les réformes que nous proposons, celle donnant la priorité au primaire dans un pays qui a le plus faible taux d'encadrement pour les élèves en question devrait faire consensus. Elle a du reste le soutien d'anciens ministres de droite et même de l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy pour l'éducation.

Deuxièmement, les réformes que nous portons sont peut-être modestes, mais importantes. Ainsi, la remise en place d'une formation des enseignants me semble bien très au-delà du clivage gauche-droite. Il faut vraiment être vous pour dire que nous politisons cette affaire.

Troisièmement, s'agissant des rythmes scolaires, je demande à chacun de lire le compte rendu de mon audition devant la commission des affaires culturelles, ils verront que vous avez pris la parole pour dire qu'il faudrait

compléter ma réforme du rythme de la semaine par une réforme des vacances d'été. Tous les Français peuvent le lire. C'est donc une réforme consensuelle puisqu'elle correspond exactement à ce que vous préconisez !

*(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Mme Eva Sas. Très juste !

M. Vincent Peillon, *ministre*. Mais vous ne voulez pas le consensus, vous ne voulez pas l'intérêt des enfants. Vous n'hésitez pas à mentir, y compris sur le cannabis ! Vous manquez d'élévation. *(Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. Lucien Degauchy. Lequel des deux est affligeant ?

M. Vincent Peillon, *ministre*. On n'a pas pu faire confiance à votre majorité pour faire de l'école de la République une école de la réussite. Nous, nous le ferons. J'aurais tant souhaité que vous soyez avec nous : c'est à vous de le décider en conscience. Je crois que vous en avez une. *(Mêmes mouvements.)* Les jours qui viennent vont vous permettre de trouver votre cohérence. Cette réforme est une grande réforme. Vous n'avez pas su la conduire : menez-la avec nous, c'est l'intérêt du pays. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe écologiste.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Rudy Salles](#)

**Circonscription :** Alpes-Maritimes (3<sup>e</sup> circonscription) - Union des démocrates et indépendants

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 591

**Rubrique :** Enseignement maternel et primaire

**Ministère interrogé :** Éducation nationale

**Ministère attributaire :** Éducation nationale

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [27 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 février 2013](#)